Logiques et ressorts de l'iconographie anti-biométrique en France

Logics and mechanisms of anti-biometric iconography in France

Pierre Piazza

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18805>

DOI : 10.4000/conflits.18805

ISSN : 1777-5345

Éditeur :

CECLS - Centre d'études sur les conflits - Liberté et sécurité, L'Harmattan

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 141-157

ISBN : 978-2-343-02618-3

ISSN : 1157-996X

Référence électronique

Pierre Piazza, « Logiques et ressorts de l'iconographie anti-biométrique en France », *Cultures & Conflits* [En ligne], 91/92 | automne/hiver 2013, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 31 mars 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/conflits/18805> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/conflits.18805>

Logiques et ressorts de l'iconographie anti-biométrique en France

Pierre PIAZZA

Pierre Piazza est Maître de conférences en science politique à l'université de Cergy-Pontoise (CESDIP/LEJEP). Ses travaux portent sur le nationalisme d'État, la socio-histoire du politique, l'iconographie contestataire et les enjeux de l'identification des personnes. Il a notamment rédigé et coordonné les ouvrages suivants : Histoire de la carte nationale d'identité (Paris, Odile Jacob, 2004) ; (avec Xavier Crettiez) Du papier à la biométrie. Identifier les individus (Paris, Presse de Science Po, 2006) ; Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime (Paris, Karthala, 2011), (avec Ayse Ceyhan) L'identification biométrique. Champs, acteurs, enjeux et controverses (Paris, Presses de la MSH, 2011). Il publiera prochainement avec Xavier Crettiez Murs rebelles. L'iconographie nationaliste en Corse, Euskadi et Irlande du Nord (Paris, Karthala, automne 2013).

La problématique de l'identification des personnes renvoie à des enjeux de lutte de pouvoir ¹ entre des autorités soucieuses d'assigner des identités pour des raisons et selon des logiques qui leur sont propres et des individus ne percevant pas nécessairement ce processus comme une évidence ainsi qu'en attestent à travers l'histoire de nombreux phénomènes de refus, de contestation ou de contournement ² des normes, procédures, outils et dispositifs diffusés par la puissance publique. Ces dernières années, on assiste en France, comme dans beaucoup de pays à travers le monde, à un tournant décisif dans les politiques publiques conduites en matière d'identification des personnes avec un emploi de plus en plus systématique des identifiants biométriques ³. Une telle tendance a fait naître dans l'Hexagone un mouvement d'opposition animé par une multitude d'associations, de syndicats, d'acteurs de l'Internet

1. Voir Noiriël G., « Les pratiques policières d'identification des migrants et leurs enjeux pour l'histoire des relations de pouvoir. Contribution à une réflexion en "longue durée" » in Noiriël G., *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001, pp. 331-348.

2. Voir par exemple le numéro 74 de *Politix* intitulé « Impostures », 2006/2.

3. Voir notamment Ceyhan A., Piazza P. (eds.), *L'identification biométrique, Champs, acteurs, enjeux et controverses*, Paris, Presses de la MSH, 2012.

militant parfois regroupés en coordinations ou collectifs ⁴. On se penche ici sur la manière dont ce mouvement, dans son action protestataire contre cette technologie, recourt à l'iconographie ⁵ en soulignant l'originalité de ses pratiques en la matière au regard des usages auquel ce type de matériau a pu donner lieu par le passé. On s'intéresse ensuite plus particulièrement à la façon dont les dispositifs iconographiques sont mobilisés par les « anti-biométrie » pour sensibiliser à leur cause ⁶ à travers l'analyse des quatre principaux registres qu'ils investissent afin d'éveiller des émotions dans un objectif de mobilisation : l'humour, l'histoire, l'enfance et le corps.

L'iconographie comme instrument majeur de la contestation anti-biométrie

Empreinte iconique d'État

L'iconographie est un instrument qui a été régulièrement mobilisé par l'État pour faire connaître et accepter ses entreprises visant à définir et à matérialiser avec une certitude sans cesse accrue l'identité de chacun. Ainsi, à partir du dernier tiers du XIX^e siècle, Alphonse Bertillon se servira d'une large palette de visuels généralement produits par les services qu'il dirige ⁷ - gravures, planches d'images, tableaux synoptiques, cartes à caractère statistique, vitrines iconographiques, etc. - non seulement pour promouvoir continuellement auprès du grand public les perfectionnements du savoir anthropométrique qu'il a inventé (*via* ses ouvrages traduits en plusieurs langues, la presse nationale et internationale, la participation aux expositions universelles, etc.), mais aussi pour faciliter la diffusion de ce dernier au sein des instances répressives (gendarmerie, monde carcéral, etc.) et, plus généralement, pour symboliser la modernisation en marche de la police ⁸.

4. Pour une description des principaux acteurs composant ce mouvement, Piazza P., « Les anti-biométrie » in Crettiez X. et Sommier I. (eds.), *La France rebelle*, Michalon, Paris, 2006, pp. 447-455.
5. Ce travail s'appuie sur l'analyse de plus de 150 visuels. Ils revêtent pour certains une forme matérielle (affiches, tracts, brochures, etc.). Nous avons collecté ce matériau à l'occasion de diverses manifestations (rassemblements sur la voie publique, réunions publiques, concerts de soutien, etc.) organisées par des acteurs collectifs opposés à la biométrie. Nous avons aussi systématiquement photographié depuis plus d'une dizaine d'années toutes les affiches et graffitis portant sur cette thématique rencontrés lors de nos déplacements en France. À cela s'ajoute une recherche sur Internet des symboles, dessins, photographies, etc. relevant de ce registre d'opposition.
6. Sur la notion de dispositif de sensibilisation, voir Christophe Traïni qui en donne la définition suivante : « L'ensemble des supports matériels, des agencements d'objets, des mises en scène que les militants déploient afin de susciter des réactions affectives qui prédisposent ceux qui les éprouvent à s'engager ou à soutenir la cause défendue », Traïni C., *La cause animale (1820-1980). Essai de sociologie historique*, Paris, PUF, 2011, p. 11.
7. En particulier le Service de l'Identité Judiciaire de la Préfecture de police de Paris à partir de 1893.
8. Pour une reproduction de nombreux documents constituant cette iconographie foisonnante mobilisée par Alphonse Bertillon, voir Phéline C., *L'image accusatrice*, Paris, Les Cahiers de la photographie, 1985 ; Piazza P. (ed.), *Aux origines de la police scientifique. Alphonse Bertillon, précurseur de la science du crime*, Paris, Karthala, 2012.

Si l'iconographie a pu être employée comme instrument promotionnel des connaissances, méthodes et savoir-faire illustrant le renouveau de forces de l'ordre désormais soucieuses de promouvoir la supériorité de la science, elle est aussi utilisée sur les instruments d'identification eux-mêmes, et de véhiculer ainsi des valeurs bien différentes. Une des tentatives certainement les plus significatives renvoie au désir du régime de Vichy de transformer la « Carte d'identité de Français », instituée à la fin de l'année 1940, en véritable support de symboles (le coq et la francisque gallique notamment) d'une Révolution nationale grâce à laquelle il souhaite réunifier une nation dont le régime parlementaire est accusé d'avoir précipité la décadence ⁹. Fustigeant les dérives de la Troisième République, un article publié en novembre 1940 dans le journal pétainiste *Le Cri du peuple* s'inscrit d'ailleurs pleinement dans le soutien graphique à une telle initiative. Il est illustré par un dessin représentant deux hommes qui tiennent à la main le nouveau document d'identité créé par Vichy sous lequel on peut lire : « "Carte de Français", c'est autrement sérieux que la carte d'électeur » ¹⁰.

Une cinquantaine d'années plus tard, l'iconographie, d'une manière plus originale, sera encore mise au service d'une argumentation étatique promouvant la nécessité d'un « durcissement » des procédures de mise en carte des citoyens. C'est en effet le RPR (Rassemblement pour la République) qui, pour soutenir une initiative du ministre de l'Intérieur issu de ses rangs (Charles Pasqua) destinée à mettre en place une carte nationale d'identité informatisée alors stigmatisée comme liberticide par l'opposition (en particulier par le Parti socialiste et le Parti communiste) ¹¹, diffusera dans la presse le dessin d'une femme tranquillement assise sur un canapé (symbolisant des discussions mondaines de salon en complète déconnexion avec la réalité) prononçant les paroles suivantes : « J'veux pas qu'un flic voit ma date de naissance ! ». Paroles au dessus desquelles sera aussi inscrit, avec des lettres rédigées en gras et dans un format beaucoup plus grand, ce slogan : « À les en croire, quand une caissière de super-marché vous la demande, c'est du commerce. Quand c'est un policier, c'est une atteinte aux Droits de l'Homme » ¹².

Indubitablement, ces quelques exemples volontairement choisis à des époques très différentes, montrent combien l'iconographie a pu servir, en empruntant des modalités variées, à cautionner le bien-fondé des discours du pouvoir, à valoriser certaines idées ou valeurs guidant son action identifica-

9. L'encartement des individus est donc ici directement mis au service d'un travail symbolique visant à faire naître certaines émotions et à provoquer des mécanismes d'allégeance identitaire. Voir sur ce point, Braud P., *Sociologie Politique* (5^e édition), Paris, LGDJ, 2000, p. 89.

10. Plus généralement, voir Delporte C., *Les crayons de la propagande. Dessinateurs et dessin politique sous l'Occupation*, Paris, CNRS Éditions, 1993.

11. Sur les critiques dont fait l'objet cette initiative du ministère de l'Intérieur notamment par l'opposition parlementaire d'alors, voir Piazza P., *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 2004, pp. 320-321.

12. Ce dessin a notamment été publié dans le journal *Le Monde* du 8 juillet 1986.

trice ou encore à informer sur ses choix politiques tout en participant à les légitimer.

S'opposer par le dessin

Dans le même temps, l'iconographie a également joué, essentiellement à travers le répertoire des dessins à caractère caricatural et humoristique publiés dans la presse ¹³, un rôle déterminant dans certaines stratégies d'opposition à l'État animées par la volonté non seulement de contester les discours officiels justifiant l'impérieux besoin de certains dispositifs d'identification mais aussi de contrarier directement les initiatives prises par les pouvoirs publics dans ce domaine.

Nombreux sont en effet les gravures et dessins de nature satirique qui, depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle, vont être mis en avant dans la presse nationale pour illustrer et alimenter d'importantes critiques et polémiques auxquelles le Bertillonnage donne lieu depuis qu'il a été initialement appliqué à la Préfecture de police de Paris. La teneur de la plupart d'entre elles est d'ailleurs synthétisée dans 16 planches signées Musacchio qui seront publiées par *L'Assiette au beurre* en juillet 1909 sous le titre « Bertillonnades » ¹⁴ : difficulté d'application du système d'identification conçu par Bertillon en raison de sa complexité, approximations de l'identification passant par les mensurations corporelles, dérives policières liées au fantasme d'identification absolue des populations ou à des expertises erronées, etc. ¹⁵.

Un phénomène similaire peut être observé en 1921 lorsque le Préfet de police Robert Leullier propose de munir chaque citoyen habitant le département de la Seine d'un titre inédit : la première « Carte d'identité de Français ». Une large partie de la presse ¹⁶ s'oppose alors à cette initiative et fait paraître

13. D'autres registres plus originaux ont toutefois pu être développés à partir de la fin des années 1970 comme par exemple celui de la création de cartes d'identité par certains mouvements régionalistes en Corse, en Savoie et au Pays Basque mobilisant sur ces documents des symboles qui leur sont propres afin de contester la « légitimité monopolistique de l'État à "dire le national" ». Voir Crettiez X., « Les cartes d'identité régionalistes » in Crettiez X., Piazza P. (eds.), *Du papier à la biométrie. Identifier les individus*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006, pp. 171-188.

14. Ce document peut-être consulté sur le ProjetBertillon mis en ligne sur le site Internet de Criminocorpus à l'adresse suivante : http://criminocorpus.cnrs.fr/bertillon/a/_assietteau-beurre/

15. Il est à noter qu'à partir du début des années 1920, le mouvement surréaliste s'emparera aussi des images anthropométriques, en particulier dans la revue *Révolution surréaliste*, pour les détourner dans une perspective artistique empruntant par exemple la forme de photomontages afin de signifier notamment combien il « accorde une place centrale à l'expression sans contrainte des forces psychiques de l'individu et à son autonomie créatrice, contre tout ordre établi ». Voir Bula S., « Résistances », in Berlière J-M, Fournié P. (eds.), *Fichés ? Photographie et identification 1850-1960*, Paris, Perrin, 2011, pp. 103-108.

16. Notamment *L'Œuvre*, *La France*, *L'Humanité*, *L'internationale*, *Le Journal du Peuple*, *L'Intransigeant*.

une multitude de dessins pour la tourner en dérision et en souligner les dangers : assimilation des citoyens aux délinquants, renforcement des pouvoirs policiers menaçant la vie privée et les libertés individuelles, etc.¹⁷. La diffusion de ces dessins a indéniablement été déterminante dans l'orchestration de cette campagne de protestation qui conduira *in fine* le Préfet de police à décider de rendre facultatif le port de ce nouveau document d'identité.

Il en va de même tout au long des années 1980 lorsque les différents gouvernements de droite vont œuvrer à la mise en place d'une carte nationale d'identité informatisée. À cette occasion, le dessin revient une nouvelle fois en force dans la presse comme instrument de dénonciation d'une telle option politique. On stigmatise alors la dérive sécuritaire et raciste du gouvernement ou encore sa volonté de renforcer significativement le contrôle de la population en la fichant dans son intégralité¹⁸.

La technologie iconographique à l'assaut de la technologie biométrique

Si elle s'inscrit historiquement, et parfois thématiquement, dans la continuité des mobilisations iconographiques susmentionnées, la production visuelle des opposants à la biométrie se distingue toutefois par sa grande richesse. Non seulement l'iconographie déployée à des fins de dénonciation est désormais extrêmement diversifiée dans les formats et les formes qu'elle revêt (dessins caricaturaux, stickers, graffitis, photographies, compositions numériques d'images, etc.), mais on la retrouve aussi sur un large répertoire de supports matériels ou/et numériques : murs, tracts, affiches, brochures d'information, sites Internet, etc.

Cette iconographie est parfois utilisée seule. Elle est alors considérée comme se suffisant à elle-même pour exprimer un message protestataire aisément compréhensible par tous. Les images ou les symboles graphiques les plus systématiquement utilisés sont les empreintes digitales, l'œil, la main, les codes-barres, les molécules ADN, ou encore les séries de chiffres qui peuvent parfois être associés entre eux ou avec d'autres représentations (caméras de vidéosurveillance par exemple) (*cf.* document 1). Dans d'autres cas, l'image est accompagnée d'un court texte qui permet d'en préciser le sens : « Non à la biométrie ! », « Fichage, contrôle social, biométrie. De quelle société voulons-

17. Certains de ces dessins ont été reproduits dans Piazza P., « Septembre 1921 : la première "Carte d'identité de Français" et ses enjeux », *Genèses*, 54, 2004, pp. 76-89.

18. Il est à noter qu'au cours des années 1980-90, la carte nationale d'identité est très souvent érigée au rang de véritable symbole dans les stratégies partisans d'affrontement portant sur les thématiques de l'immigration, de la citoyenneté et de la nationalité. À titre d'exemple iconographique, on peut lire dans un article du *Monde* en date du 3 mai 1991 (p. 9) : « Le Front National a l'intention de distribuer, dans les prochains jours, cinq cent mille fausses cartes d'identité portant les mentions "République socialiste antifrançaise" et "obtention en six mois sur simple demande". Le Front National entend ainsi protester contre les déclarations de M. Rocard sur l'accélération des procédures de naturalisation ».

nous ? »¹⁹, etc. On y fait encore régulièrement appel pour illustrer ou renforcer visuellement une argumentation fustigeant la biométrie en général ou critiquant spécifiquement tel ou tel aspect d'un dispositif qui repose sur l'usage de cette technologie.

Document 1 - Source : <http://ferraye.blogspot.fr/2009/05/votez-et-faites-voter-non-aux-rfid-des.html>

L'iconographie est donc devenue un support central des paroles contestataires et des stratégies communicationnelles des « anti-biométrie ». C'est un instrument très utilisé pour investir significativement la toile d'images qui, le plus souvent, ne laissent pas indifférents afin d'inciter à l'engagement en suscitant notamment l'indignation, la peur ou encore la colère chez ceux qui y sont confrontés (cf. *infra*)²⁰, mais aussi pour inscrire et rendre physiquement visibles leurs revendications dans l'espace de la rue. Ainsi, certaines affiches apposées sur les murs des villes servent à interpeller les passants sur un enjeu large comme l'extension du fichage génétique : c'est l'objectif assigné à celle qui, déclinée en plusieurs couleurs vives, représente un CRS et un généticien en blouse blanche avec l'inscription « Crachez ici c'est pour nos fichiers »²¹.

19. Affiche réalisée par la Fédération anarchiste. La même affiche est aussi diffusée avec le message suivant : « Surveillance partout, liberté nulle part ».
20. Sur le concept de « choc moral », voir notamment Jasper J.M., *The Art of Moral Protest. Culture, Biography and Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997 ; Traïni C., « Choc moral » in Filleule O., Mathieu L., Péchu C. (eds.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 101-107.
21. Cette inscription de la revendication dans l'espace social s'opère aussi par le biais d'autres supports qui, bien que plus marginaux dans leur diffusion, méritent néanmoins d'être signalés : par exemple, le port d'un sweat-shirt commercialisé sur lequel sont apposées une empreinte digitale et la mention « *Biometric terrorist* ».

D'autres affiches ont localement une visée plus précise : faire connaître par exemple l'existence d'un dispositif de reconnaissance du contour de la main des élèves, récemment implanté dans un établissement scolaire ²². Parallèlement, l'iconographie est encore mobilisée autrement dans cette perspective informative : les visuels intrigants ornant quasi systématiquement les tracts, livrets, brochures d'information ou de « bonnes pratiques » distribués, constituent autant de moyens efficaces d'attirer le regard, de sensibiliser les personnes potentiellement ou directement concernées par le fichage génétique et de les orienter vers la lecture de ces documents à caractère pédagogique qui leur prodiguent de nombreux conseils (peut-on refuser un prélèvement ADN pendant une garde à vue ? etc.).

L'iconographie permet donc aux « anti-biométrie » d'éclairer le public, ou une partie spécifique de celui-ci qui est ciblée, à travers des messages présentant la cause défendue selon un angle particulier. Ici, l'assignation singulière du sens visuellement donné aux problèmes générés par la biométrie s'opère en effet selon une perspective bien différente de celle privilégiée par les discours institutionnels (insistant le plus souvent sur la nécessité de la biométrie afin d'accroître l'efficacité de la lutte contre la fraude, le terrorisme, l'immigration clandestine, etc.) et rend possible un affichage de thématiques, d'enjeux, de valeurs, généralement passés sous silence ou vite évacués par les acteurs politiques ou issus du secteur industriel.

Les supports iconiques qui contribuent activement à la publicisation de la cause anti-biométrique tout en parvenant à orienter les interprétations dont elle peut faire l'objet s'avèrent d'ailleurs particulièrement utiles lorsque, en raison de leur sophistication ou de leur caractère spectaculaire, ils permettent de capter l'attention des médias qui dès lors s'en feront l'écho et contribueront à publiciser largement les messages véhiculés ²³. Outil d'information et d'alerte, l'iconographie devient ainsi un instrument qui, tout en permettant aux opposants à la biométrie de donner une consistance visuelle à l'action protestataire, signe leur originalité et favorise leur reconnaissance en tant que collectif contestataire unifié : sur de nombreux tracts diffusés on retrouve une multitude d'images associées sur une même page – lecteur biométrique installé dans une école, molécule d'ADN, passeport biométrique – accréditant l'idée que malgré la spécificité de la cause qui motive l'engagement de certains opposants à la biométrie, ils font finalement partie d'une même communauté protestataire ²⁴. L'iconographie sert aussi directement à orchestrer l'action anti-biométrique en étant par exemple présente sur une multitude de tracts, d'af-

22. Sur le développement important de dispositifs d'identification biométriques dans les établissements scolaires ces dernières années, voir Guchet X., « La biométrie à l'école. Une approche anthropologique » in Ceyhan A. et Piazza P. (eds.), *op.cit.*, p. 161-176.

23. À titre d'exemple, voir dans la partie suivante le cas du canular « Libertys » qui a notamment fait l'objet de plusieurs articles publiés dans le journal *Le Monde*.

24. Sur cette idée de l'importance des images dans la construction des identités des communautés protestataires, voir l'article d'Alexandre Dezé dans ce numéro.

fiches, de brochures, confectionnés pour alimenter sur le web et dans la rue différentes initiatives (réunions, manifestations, etc.) s'inscrivant dans le cadre d'une « campagne nationale contre la biométrie » annoncée pour le printemps 2008 ²⁵. On la retrouve sur des supports identiques – mais aussi parfois sur des banderoles – qui, lors de certains passages à l'acte contestataire marquants (destruction de bornes biométriques dans un lycée de Gif-sur-Yvette, manifestation orchestrée à la Cité des sciences pour y perturber une exposition consacrée à la biométrie ou encore occupation du siège de la CNIL), sont diffusés pour les expliquer et en légitimer l'accomplissement ²⁶. L'iconographie permet encore de signaler un événement important, qu'il s'agisse d'un meeting public d'information, d'un concert organisé en faveur d'activistes mis en examen pour destruction de matériels biométriques, d'une réunion de solidarité pour des faucheurs OGM condamnés parce qu'ils n'ont pas accepté un prélèvement ADN ou bien d'un appel à manifestation devant un tribunal pour soutenir la cause d'une personne jugée pour un même refus (*cf.* document 2). Elle

constitue ici un outil utile à la mise en œuvre de l'action protestataire en rendant possible le croisement d'expériences et de savoir-faire militants, la création de solidarités entre des activistes aux préoccupations parfois différentes mais concernés par le même enjeu ²⁷, ou encore l'investissement de certains lieux stratégiques pour faire pression sur les pouvoirs publics.

Document 2

25. Même si elle semble avoir avorté, l'annonce de cette campagne, intitulée « Dépassons les bornes », a donné lieu à la production d'une multitude de supports iconographiques dont de nombreuses traces demeurent sur le web.
26. L'iconographie sert aussi plus directement à mettre en scène l'action comme le montre significativement l'exemple des brigades des clowns évoqué ci-dessous.
27. « Déboulonneurs » de plaque de rue, faucheurs volontaires d'OGM, syndicalistes, altermondialistes, etc. Pour le fichage génétique, voir Tuncer S., *Le refus de prélèvement d'ADN. Scène d'un travail politique de dénonciation de l'ordre sécuritaire*, mémoire de Master 2 de Sociologie sous la direction de Francis Chateauraynaud, Paris, EHESS, 2009.

Dispositifs iconographiques de sensibilisation contre la biométrie

Railler et travestir en vue de favoriser la prise de conscience

Comme précédemment souligné, ayant pendant longtemps constitué un outil majeur de dénonciation de certaines entreprises étatiques d'identification ou de fichage des individus, le dessin n'est nullement marginal dans la panoplie iconographique des « anti-biométrie ». Qu'il soit réalisé par des professionnels de renom ou bien par des anonymes, ce type de matériau est fréquemment exploité sur la Toile pour dénoncer globalement la logique biométrique ou bien pour condamner plus spécifiquement de manière satirique une initiative gouvernementale qui en privilégie l'essor : fichage ADN, passeport biométrique, identification biométrique des collégiens pour contrôler leur accès à la cantine scolaire (cf. document 3). Toutefois, le dessin n'est désormais plus la seule forme d'expression visuelle privilégiée pour attaquer la biométrie sur le registre de l'humour. Ainsi, s'inscrivant dans la filiation des actions menées par le mouvement britannique CIRCA (*Clandestine Insurgent Rebel Clown Army*), les membres de plusieurs brigades clownesques organisent tant à Paris qu'en province de régulières performances théâtrales d'ordre comique durant lesquelles ils mettent en scène et donnent à voir sur le ton de la plaisanterie leur hostilité au « techno-flicage biométrique » à travers l'usage d'une iconographie parfois spectaculaire. C'est par exemple le cas de l'usage de cette grande porte fabriquée en carton disposant d'une ouverture en forme de mouton et surmontée de l'inscription « Libêêêêêerté d'origine contrôlée » au travers de laquelle seront invités à traverser en 2006 les lycéens d'un établissement scolaire du XX^e arrondissement de Paris qui s'est doté de bornes biométriques d'identification pour contrôler l'accès à sa cantine scolaire.

La créativité dont font preuve les militants anti-biométrie peut aussi pleinement s'exprimer grâce à la maîtrise de savoir-faire numériques qui autorisent un large champ des possibles dans l'espace virtuel. Ce sont à présent des affiches de cinéma qui sont parodiées pour condamner sur un

Document 3 - Source : <http://www.cgctg08.com/article-nouvelle-carte-d-identite-le-fichage-des-fran-ais-va-bientot-commencer-98648733.html>

mode humoristique la décision gouvernementale de procéder à des tests ADN en matière de regroupement familial (projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration de 2007) : le ministre de l'Intérieur devient le héros Superman dans un film intitulé *Hortefeux et les mystères de l'ADN*²⁸. De même, les pages de couverture des fameux albums illustrés pour enfants *Martine*, co-réalisés par le poète Gilbert Delahaye et l'illustrateur Marcel Marlier, sont aussi détournées pour être érigées au rang de supports parodiques de la contestation : le titre *Martine en avion* devient *Martine a loupé son test ADN*, tandis que *Martine écrit une lettre avant d'être expulsée pour avoir refusé de donner son ADN* se substitue à *Martine. Vive la rentrée !*. D'autres visuels sont encore élaborés à partir de supports très répandus (paquets de cigarettes, stickers de la RATP) selon le même procédé : on s'inspire du contenu et de la forme d'un message officiel connu de tous pour en subvertir le sens de manière ironique à des fins de sensibilisation (cf. document 4).

Document 4

Afin de s'opposer aux discours officiels sur la biométrie tout en tentant d'influer sur les affects *via* la farce qui est censée alerter, inquiéter, générer l'interrogation et faire réagir tous ceux qui la subissent, ce sont encore des canulars que l'iconographie aide efficacement à orchestrer. Ainsi, en juin 2005, c'est un faux prospectus notamment frappé du logo du Conseil général de l'Isère qui est distribué dans plusieurs milliers de boîtes aux lettres grenobloises afin de vanter les mérites du titre Libertys. Ce dernier ne constitue rien d'autre qu'une nouvelle « carte de vie » biométrique totalement fictive, mais présentée de manière réaliste grâce à un argumentaire et une iconographie publicitaire institutionnelle soigneusement mis en forme revêtant tous les attributs de l'officialité pour discréditer un projet du ministère de l'Intérieur baptisé INES (Identité Nationale Électronique Sécurisée)²⁹ (cf. document 5). À cette première initiative s'en greffera d'ailleurs une autre qui, deux ans plus

28. Sur une autre affiche du même genre, où apparaît en gros plan le visage d'Éric Besson, on peut lire : « Test ADN II, le retour. Un film de Éric Besson sur une idée originale de Brice Hortefeux et un scénario de Nicolas Sarkozy ».

29. Voir Piazza P., « Les résistances au projet INES », *Cultures & Conflits*, 64, 2007, pp. 65-75.

tard, tentera également de générer, par une mystification reposant sur l'exploitation de visuels à l'aspect tout aussi crédible, des sentiments et réactions défavorables à la biométrie en présentant dans un prospectus distribué au sein de plusieurs établissements du secondaire la carte à puce Sclaris (cf. document 6) : un document une fois de plus inventé de toutes pièces qui, intégrant des données biométriques et le dossier médical de chaque lycéen en vue de lui faciliter la vie scolaire et plus généralement son quotidien, devient notamment ici un prétexte à la critique des logiques argumentaires (simplicité, commodité, rapidité, etc.) sur lesquelles reposent généralement les discours destinés à promouvoir le développement des applications biométriques (à titre d'exemple, voir la publicité d'Aéroport de Paris pour son système d'identification biométrique Paraphe : cf. document 7) ³⁰.

Document 5

Document 6

Document 7

30. Pour une description plus détaillée des canulars « Libertys » et « Sclaris », voir Bérard M., *Le(s) mouvement(s) antibiométrie : mobilisation et modes d'action*, Mémoire de Master 1 de Science politique, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2008, pp. 47-50.

Parallèlement à l'humour, l'histoire représente un deuxième grand registre investi par les « anti-biométrie » pour diffuser leurs messages iconographiques protestataires et influencer les mécanismes de cadrage de la réalité ³¹. Nombreuses sont les images diffusées qui rappellent directement le bertillonage à travers la photographie signalétique face/profil, les instruments (échelles graduées, pieds à coulisse, compas, etc.) nécessaires à sa mise en œuvre ou des représentations de scènes illustrant la manipulation et l'appropriation des corps auquel il donne lieu : descriptions, attouchements, mensurations, etc. (cf. document 8). Il s'agit ici, certes, d'informer en établissant une

Document 8 - Source :
<http://agirici.free.fr/spip.php?article812>

claire filiation entre la biométrie et les inventions d'Alphonse Bertillon qui, dès la fin du XIX^e siècle, avaient déjà pris le corps des individus pour cible afin de déterminer plus précisément leur identité ³². Mais, en l'occurrence, cette référence à l'histoire représente surtout un moyen de faire advenir des réactions affectives en soulignant une idée-force : initialement exclusivement réservées à des personnes stigmatisées comme déviantes, les technologies d'identification fouillant l'intimité des personnes concernent maintenant chacun d'entre nous et se diffusent aujourd'hui d'autant plus aisément qu'elles revêtent une forme de violence douce contribuant à les rendre accepta-

bles ³³. Ce n'est finalement ici qu'un moyen d'illustrer, tout en les renforçant par l'emploi de visuels frappant l'imagination, des propos tenus par le philo-

31. Sur l'analyse de ces mécanismes de cadrage (*frame bridging*, *frame amplification*, *frame extension* et *frame transformation*) susceptibles de conduire certains individus à l'engagement, voir Snow D.A. et al., "Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation", *American Sociological Review*, 51-4, 1986, pp. 464-481. Sur les problèmes que soulève une telle approche, voir notamment Mathieu L., « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, 52-1, 2002, pp. 86 et suiv.

32. La biométrie pouvant à bien des égards apparaître comme une forme de « bertillonage informatisé ».

33. Sur cette idée, voir notamment Pierre Bourdieu pour qui les instruments d'identification, relevant de la catégorie des « actes officiels de nomination », constituent une des expressions les plus flagrantes de la violence symbolique monopolisée par l'État. Bourdieu P., *Choses dites*, Paris, Éditions de Minuit, 1987, p. 161.

sophe Giorgio Agamben dans une tribune (très largement reprise, diffusée et commentée par les sites Internet militants dédiés à la critique anti-biométrie) intitulée « Non à la biométrie » et publiée par *Le Monde* le 6 décembre 2005 : du bertillonnage essentiellement focalisé à l'origine sur l'identification des criminels et délinquants récidivistes, nous aurions désormais basculé vers un monde dans lequel tous les citoyens « se voient de plus en plus traités comme des criminels virtuels », selon une logique de « soupçon généralisé ».

Dans le corpus iconique des militants anti-biométrie, il est également très souvent fait allusion à un autre événement historique pour agir sur les émotions : le « *luddisme* » de la Grande-Bretagne du début du XIX^e siècle ³⁴. Cet épisode renvoie à un mouvement d'artisans, en majorité des ouvriers qualifiés des industries textiles, qui, au cours des années 1810, a favorisé le bris de machines (métiers à tricoter et à tisser) comme mode d'action protestataire contre les employeurs en plusieurs points du territoire de ce pays (Leicestershire, Derbyshire, etc.). Plusieurs images convoquent cet héritage en ne négligeant pas de présenter les dispositifs biométriques dans leur dimension concrète et matérielle (lecteurs, puces, capteurs, etc.) tout en les rayant parfois d'une croix, pour bien signifier qu'il s'agit avant tout de machines, généralement assimilées à des « monstres froids », dont il faut stopper la propagation en les détruisant. Sur des images de nature différente, ce sont des slogans comme « Le sabotage est nécessaire contre la biométrie ! Et le reste... » qui contribuent à établir directement cette filiation et à inciter, comme le feront d'ailleurs certains militants dans un lycée de Gif-sur-Yvette en 2005, à casser physiquement des machines que de nombreux textes diffusés dans des tracts ou sur Internet dépeignent comme des sources d'aliénation, de robotisation des rapports sociaux participant à discipliner des « individus-marchandises » (réduits à des numéros, des codes-barres) tel un cheptel de moutons ³⁵, voir à transformer *in fine* ces mêmes individus en véritables « cyborgs » (cf. document 9).

Document 9 - Image diffusée dans de nombreuses brochures dénonçant les dérives de la biométrie (archives personnelles de l'auteur).

34. Voir notamment Binfield K., *Writings of the Luddites*, London, John Hopkins University Press, 2004 ; Hobsbawm É., « Les briseurs de machines », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53, 2006, pp. 13-28 ; Bourdeau V., Jarrige F., Julien V., *Les luddites : bris de machines, économie politique et histoire*, Maisons-Alfort, éditions Ère, 2006.

35. Employée par les brigades clownesques dans certaines de leurs performances artistiques, comme déjà précisé précédemment, l'image du mouton est très présente dans l'icôneographie anti-biométrie.

On retrouve aussi sur certains murs de grandes villes des pochoirs représentant la figure de Don Quichotte accompagnée du message énigmatique suivant « Mais qui est donc le général *Ludd* ? »... L'image n'est pas ici mobilisée pour mettre en valeur un slogan percutant compréhensible de tous, elle sert en l'occurrence un autre objectif : valoriser entre-soi une culture codée de la résistance.

Enfin, c'est une des plus sordides périodes de l'histoire contemporaine, le nazisme, qui est de manière récurrente mise en scène visuellement pour agir sur les perceptions en insistant sur certaines conséquences dramatiques auxquelles peuvent conduire des usages répressifs de dispositifs d'identification mobilisés pour surveiller, contrôler, discriminer, etc. dans le cadre de la mise en œuvre de logiques qualifiées de génocidaires (cf. document 10). Que ce soit un dessin illustrant un « centre de surveillance généralisée » dans lequel sont réalisés des « prélèvement biologiques obligatoires » sur chacune des catégories de la population, des photographies d'avant-bras sur lesquels ont été tatoués des codes-barres ou bien une image numérique qui représente un symbole (un œil signifiant la surveillance, une croix gammée et le signe « SS ») sur chacune des couleurs du drapeau tricolore, les pires atrocités du régime hitlérien et de l'univers concentrationnaire sont rappelées de manière récurrente à la mémoire de chacun pour susciter une prise de conscience indignée et une obligation d'activisme qui apparaît en l'occurrence comme une nécessité d'ordre moral et politique afin de s'opposer aux dérives totalitaires.

Attendrir par la représentation d'une enfance en danger

Le troisième dispositif iconographique de sensibilisation renvoie essentiellement au registre de l'attendrissement *via* l'exploitation d'une multitude d'images ayant trait aux nourrissons et à la petite enfance. Symbolisant la pureté et l'innocence, l'enfant est systématiquement présenté comme le jouet de forces maléfiques qui s'imposent cruellement à lui. Nouveau-né mort conservé dans un bocal de formol entouré d'un mur d'yeux qui le scrutent ; visages d'enfants dont le front est

Document 10 - Source : <http://www.corsicalibera.com/?p=7148>

tatoué par un code-barres ; jeune fille à qui l'on fait tenir les propos suivants : « Je ne veux pas être fichée toute ma vie, je refuse la biométrie et j'agis » ; enfant intimidé par un policier mi-homme mi-robot paré d'une panoplie sécuritaire *high-tech*, etc. (cf. document 11). L'inventivité iconique débordante des militants est ici tournée, à travers ces images à forte dimension affective, vers un même objectif : interpeller en rendant chacun sensible au sort d'enfants candides que l'on ne protège plus et à qui l'on impose la logique d'un monde adulte devenu totalement brutal et inhumain.

Document 11 - Brochure « Combattre la biométrie » (octobre 2007), p. 12 (archives personnelles de l'auteur).

Apitoyer, toucher les cœurs, émouvoir en mettant en scène visuellement des bébés ou de très jeunes enfants rend dans le même temps possible la stigmatisation de certains discours officiels destinés à favoriser l'acceptabilité et l'accoutumance de la biométrie qui ont pu, à l'instar de celui du Gixel (organisme défendant les intérêts des industries électroniques et numériques françaises), présenter cette catégorie de population comme une des cibles principales de leurs stratégies de persuasion :

« La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées et parmi celles-ci la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées d'un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par l'apport de fonctionnalités attrayantes :

- Éducation dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, en sortir, déjeuner à la cantine, et les parents ou leurs représentants s'identifieront pour aller chercher les enfants. (...) ³⁶. »

Ce registre iconographique pourvoyeur d'émotions est aussi mobilisé pour amplifier la portée des critiques relatives aux dangers de l'implantation de dispositifs biométriques d'identification à l'école, tout comme il permet d'alimenter visuellement une réflexion plus vaste qui s'articule autour du rôle dévolu à l'institution scolaire : alors que l'école républicaine est le plus sou-

36. Livre bleu du Gixel intitulé « Grands programmes structurants. Propositions des industries électroniques et numériques », juillet 2004, p. 35.

vent présentée comme un nécessaire lieu d'épanouissement des élèves où ils doivent pouvoir s'initier à l'esprit critique, à la créativité, à la liberté et aux valeurs citoyennes, les dispositifs biométriques tendraient à y faire prévaloir des logiques pernicieuses bien différentes : celles du contrôle, de la sanction et plus généralement d'une pensée conditionnée et contrainte. Autant de logiques qui contribuent directement à un insupportable « formatage des enfants », comme le suggère par exemple une affiche sur laquelle ils sont transformés en steak finement haché après avoir été broyés par la moulinette de l'Éducation nationale ³⁷.

Faire réagir par l'image de la dépossession du corps

Au moins à partir de la mise en œuvre progressive du Bertillonage depuis le dernier tiers du XIX^e siècle ³⁸, on a commencé à voir émerger en France de plus en plus de critiques qui fustigeaient l'extension des pouvoirs policiers résultant de pratiques d'identification généralisées. Ces pratiques ont été dénoncées comme particulièrement inquiétantes car elles permettraient la mise en œuvre concrète et de plus en plus approfondie d'un « flicage » de l'ensemble de la population s'effectuant quelquefois en marge de la légalité ³⁹ ainsi que souvent au détriment de la vie privée et de droits pourtant considérés comme fondamentaux en démocratie. Ce type de dénonciation est véhiculé par une abondante iconographie – figure du policier, image d'arrestations effectuées par les forces de l'ordre, dessin d'un homme dont les mains sont attachées dans le dos avec des menottes en forme de molécule d'ADN, etc. – pour donner une consistance visuelle aux maux que constituent selon les opposants à la biométrie le resserrement des mailles du contrôle social, la mise en œuvre d'une logique « sécuritaire » criminalisant des pans entiers de la société ou encore la nature liberticide d'entreprises étatiques de fichage sans cesse plus vastes et diversifiées caractérisant la « société de surveillance » ⁴⁰.

37. Ce n'est donc plus seulement la lutte contre la biométrie qui est en jeu mais celle pour la sauvegarde de la pensée critique et raisonnée, ce qui renvoie clairement à un phénomène de « *frame amplification* » sur lequel insistent notamment Robert Benford et David Snow dans : « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 623.

38. Sur les débats, critiques et controverses auxquels peuvent donner lieu avant cette période certains dispositifs étatiques d'identification, voir notamment Denis V., *Une histoire de l'identité. France, 1715-1815*, Seyssel, Champ Vallon, 2008 ; Gutton J.P., *Établir l'identité. L'identification des Français du Moyen âge à nos jours*, Lyon, PUL, 2010.

39. Voir Machelon J.P., *La République contre les libertés ? Les restrictions aux libertés publiques de 1879 à 1914*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

40. À titre d'exemple significatif, on peut évoquer ici l'affiche représentant une empreinte digitale autour de laquelle sont inscrits dans de petits encadrés les mots « STIC », « Carte vitale », « Base-élèves », « Gamin », « Safari », « Vidéosurveillance », « Biométrie » et au centre de laquelle la phrase suivante : « On vous fiche, ne vous en fichez pas ! ». Sur la société de surveillance, voir notamment Lyon D., *Surveillance society. Monitoring Everyday Life*, Buckingham, Open University Press, 2001.

Ici néanmoins, un registre visuel prédomine en vue de frapper davantage les esprits, celui qui vise à présenter la biométrie comme une nouvelle étape insupportable dans l'emprise que l'État développe sur le corps physique de chacun. Énormément d'images exploitées se fixent pour but d'illustrer les contraintes que les pouvoirs publics font subir au corps par la biométrie : une main prisonnière d'un lecteur biométrique par exemple. D'autres donnent à voir la volonté absolue de contrôle étatique sur des corps biométrisés, rabaisés à l'état de marchandises que l'on peut tracer continuellement dans le temps et dans l'espace : codes-barres représentés sur différentes parties du corps qui rappellent aussi les pratiques cruelles de la « marque judiciaire » s'étant développées à partir du XVI^e siècle ⁴¹. C'est également la fouille et l'atteinte par les autorités à l'intimité de l'individu qui sont mises en scène visuellement : introduction par un policier d'un coton-tige à l'intérieur de la bouche d'un individu pour prélever son ADN. On trouve encore un registre graphique s'articulant autour du thème de la déshumanisation de la personne, réduite à ce que disent d'elle certaines parties de son corps exploitables informatiquement par les forces de l'ordre (contour de la main, iris, empreinte digitale, etc.), et des possibles dérives eugénistes résultant du fichage génétique (dessin d'un homme enfermé derrière des barreaux représentés en forme de molécule d'ADN).

La biométrie est donc ici dénoncée à travers un répertoire de représentations visuelles extrêmement riche, qui cherche à sensibiliser chacun en lui signifiant combien cette technologie porte gravement atteinte à son bien le plus précieux alors qu'il est normalement réputé faire l'objet d'une stricte protection : inviolabilité, indisponibilité et intangibilité ⁴². La biométrie est le plus souvent résumée à une capture, une oppression, un asservissement, un viol intérieur, finalement une véritable dépossession... Il est donc légitime de la dénoncer et de la combattre au moins au nom de la liberté qu'a chacun de pouvoir disposer de son propre corps, comme le rappelle un tract qui, reprenant à son compte le fameux slogan féministe des années 1960 « Mon corps m'appartient », représente une molécule d'ADN au-dessus de laquelle figure l'inscription suivante : « Mon ADN m'appartient ».

41. Voir About I. et Denis V., *Histoire de l'identification des personnes*, Paris, La Découverte, 2010, pp. 42-44.

42. Ce sont les trois grands principes autour desquels s'articule en France la protection juridique du corps humain : l'intégrité physique de la personne doit être protégée contre les atteintes de tiers et le corps, qui n'est pas une marchandise, ne saurait faire l'objet d'une commercialisation.